

PRÉAVIS DE GRÈVE

Face à la casse budgétaire de France Télévisions, mobilisons-nous !

Depuis plusieurs années, France Télévisions traverse une crise budgétaire d'une gravité inédite. Les plans d'économies successifs fragilisent chaque jour un peu plus l'entreprise, ses métiers et la qualité de son offre. Les rédactions, les activités de fabrication et les antennes régionales et ultramarines subissent de plein fouet des restrictions qui hypothèquent leur avenir et celui des salarié.es qui les font vivre. Ces coupes budgétaires répétées, imposées par l'Etat actionnaire, privent l'entreprise à la fois des moyens dont elle a besoin pour mener à bien toutes ses missions, et des investissements nécessaires à son adaptation aux nouveaux usages, plus numériques, de ses contenus.

Pour tous les salariés du groupe, ce décalage toujours plus grand entre les objectifs assignés par l'Etat et la baisse des moyens alloués met en péril à la fois leur capacité à remplir leurs missions et leur santé.

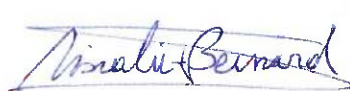
Dans ce contexte qui met l'entreprise en très grande difficulté, l'annonce par voie de presse, ce matin, d'une nouvelle baisse de 47 millions d'euros du budget alloué à l'audiovisuel public apparaît comme une injonction intenable pour tous les salariés du groupe.

En cumulé, l'effort demandé par le gouvernement représenterait désormais plus de 10% du budget de l'audiovisuel public. Alors même que le groupe a déjà été mis en déficit lors de l'exercice budgétaire précédent, qu'il est d'ores et déjà engagé dans une renégociation de son accord collectif, et qu'il doit, en dépit du désengagement budgétaire de l'Etat, honorer ses obligations pour continuer d'être au rendez-vous des attentes des Français, cette nouvelle annonce est une provocation, une insulte pour tous les salariés de l'audiovisuel public.

La CFDT appelle donc à se mobiliser pour préserver l'emploi, les activités, la qualité de l'information, le pluralisme, la diversité des programmes et la présence de l'audiovisuel public sur l'ensemble du territoire.

Elle rappelle que les efforts budgétaires considérables engagés par l'entreprise mettent déjà son équilibre budgétaire en péril et sont déjà une menace pour des milliers d'emplois directs et indirects. Elle rappelle que son accord d'entreprise est en cours de renégociation. Elle appelle le gouvernement et le législateur à prendre enfin la mesure de cette situation déjà critique et à ne pas mettre davantage en péril l'audiovisuel public, qui est le patrimoine de tous les Français.

Elle appelle, sans attendre, l'ensemble des salarié.es de France Télévisions à se mobiliser massivement pour exiger des garanties concrètes sur l'emploi, l'activité et le financement de l'entreprise pour 2027 et à se mettre en grève le mercredi 23 septembre 2026, de 14h à minuit.

Pour la Direction
Sandrine MISRAHI-BERNAUD
Reçu en mains propres le 17.09.2026
avec les réserves d'usage


Paris, le 17 septembre 2026

Yohann Relat, Dsc Cfdt

